



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

CONFERENCE DE PRESSE : DIALOGUE POLITIQUE ET PROCESSUS ELECTORAL

—**—

I. DIALOGUE POLITIQUE

La Rencontre Africaine pour la défense des Droits de l'Homme (RADDHO) se réjouit de la tenue du dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition pour y avoir travaillé pendant près d'un an avec plusieurs partenaires dans le cadre du Pacte Républicain. Il faut reconnaître au dialogue politique quelques aspects positifs.

1.1. ASPECTS POSITIFS DU DIALOGUE POLITIQUE

Les aspects les plus positifs du dialogue politique sont :

- De contribuer à un climat politique apaisé ;
- De dégrossir le contentieux préélectoral ;
- De restaurer la confiance des acteurs politiques par rapport au processus ;
- De recrédibiliser le processus électoral.

Ainsi, la RADDHO salue le fait de balancer le fichier électoral sur Internet, de rencontrer les leaders politiques et d'accepter un audit permanent du fichier. Il faut continuer cette démarche en publiant les listes électorales en mettant les listings à la disposition des membres de l'opposition et de la société civile.

1.2. LES LIMITES DU DIALOGUE POLITIQUE

Elles tiennent au caractère non inclusif du dialogue politique :

- Non invitation de certains partis politiques : Que des leaders comme Idrissa Seck, Talla Sylla n'aient pas pu y prendre part peut avoir un impact sur le consensus ;
- Refus de certains partis politiques de répondre, ce dont ils ont le plein droit.

La RADDHO attend de cette concertation nationale un impact réel et positif sur le règlement du précontentieux électoral qui a alourdi le climat politique et fortement compromis la confiance des acteurs politiques de l'opposition à la

suite de décision unilatérale du pouvoir (couplage des élections, adoption du quart bloquant, prolongation du mandat des députés, etc.).

Si bien que le malaise diffus, la confusion et l'exaspération sont souvent les qualificatifs qui viennent quand on jette un regard objectif sur la situation politique du Sénégal et en particulièrement la nature du débat.

Nul parmi ceux qui ont vécu la remarquable alternance de l'an 2000 et voté le referendum constitutionnel de 2001 n'aurait pu imaginer un seul moment que le Sénégal pouvait encore être confronté aux difficultés structurelles liées à l'organisation d'élections fiables, libres et démocratiques dont les résultats puissent faire, un seul instant, l'objet de contestations.

Pour toutes ces raisons, le succès de l'organisation des élections présidentielle et législatives de 2007 constituent le plus grand défi démocratique du gouvernement de l'alternance mais aussi d'un pays comme le Sénégal, longtemps perçu comme vitrine démocratique de l'Afrique avec l'ouverture démocratique de 74, le départ de Senghor en 81, et la remarquable alternance de l'an 2000.

Ces élections constituent assurément un test grandeur nature pour la confirmation de la crédibilité et de la maturité du modèle sénégalais. Les autorités sénégalaises actuelles doivent en prendre une conscience aigüe pour apporter tous les réajustements qui permettent de restaurer la confiance des acteurs politiques par rapport au processus électoral en cours.

Car dans les couloirs des Nations Unies, de l'Union Africaine, de la CEDEAO mais aussi ici au Sénégal, beaucoup de diplomates et d'experts s'interrogent sur les capacités réelles à achever sans heurts, ni conflits, ni contestations un processus électoral qui jusqu'ici a suscité beaucoup de controverse et de tension.

II. LA CRISE DANS LA CRISE

Dans le contexte politique actuel, il faut examiner la crise dans la crise pour avoir une bonne perception du processus et formuler les recommandations les plus appropriées.

2.1 CONSTRUCTION DU COUPLE INFERNAL WADE/IDY

Dans ce cadre, il convient d'analyser de façon sommaire le processus de formation du couple infernal WADE/IDY dont la rupture est intervenue depuis le faux départ avec la démission/reconduction du Premier ministre le 22 août 2003 et son départ définitif le 21 avril 2004. Dès lors la dégradation continue de leur relation et ses différentes implications dans le fonctionnement de l'État ne cessent d'empoisonner la vie politique sénégalaise. Les points de

contentieux les plus saillants de cette relation oedipienne difficile et complexe sont :

- Le problème de la dualité au sommet de l'État ;
- La dissidence des députés frondeurs ;
- Les chantiers de Thiès, etc.

Les questions qui font l'actualité de cette relation sont les

- **Fonds politiques, fonds diplomatiques et cadeaux présidentiels.**

A l'heure actuelle tout se passe comme si on avait anticipé la campagne électorale en ouvrant les égouts de la République. Et ça pue.

Sur les fonds politiques, les fonds diplomatiques et les cadeaux présidentiels, force est de constater que nous sommes dans **une zone de non droit et d'une absence totale de réglementation**. Tout se passe comme si ces fonds constituaient **la chose** du Président de la République qui en dispose comme bon lui semble et cela, de Senghor à nos jours.

La marque de l'alternance c'est l'immodération : immodération dans l'usage des fonds politiques et immodération dans l'usage privé. Quant aux révélations de la Presse, elles rendent compte du caractère ambivalent de la relation : réaction d'osmose et de confiance absolue qui se transforme en relation d'adversité absolue avec la rupture politique, la rupture de la confiance. Il faut condamner et bannir cet usage privé, abusif et indécent des fonds publics.

Toutes les démocraties modernes ont commencé à exercer un contrôle sur la gestion et la transparence de ces fonds. Au Sénégal, il faut d'urgence agir et intégrer la question dans le débat présidentiel en cours dans le cadre global de la reconstruction de notions aussi simples et fondamentales que **le bien public et l'intérêt national**.

Le caractère indécent des sommes et des transactions révélées dans la presse donne le tournis dans un pays marqué par la pauvreté et la misère d'une bonne frange de la population. Le citoyen sénégalais est confronté aujourd'hui à toute sorte de difficulté avec l'augmentation du coût de la vie, les coupures d'électricité et la rareté du gaz.

Il faut impérativement envisagé un traitement structurel et fonctionnel de cette question sensible pour éviter de tomber dans le piège de la diabolisation et du bouc émissaire.

- **Les chantiers de Thiès**

Tout a été dit et redit sur les chantiers de Thiès sans que le citoyen sénégalais puisse se faire une véritable religion sur la question car la plupart des acteurs concernés au premier chef par la question sont pratiquement oubliés (l'ordonnateur des crédits, l'administrateur des crédits et fondamentalement, les entrepreneurs et les banques). Personne ne peut dire

exactement s'il s'agit d'un gros canular à l'instar de l'affaire Clearstream en France, ou un véritable détournement de fonds.

Sur cette question, il serait bon de procéder à une comparaison des barèmes entre les chantiers de Thiès, les chantiers de l'ANOCI, les chantiers de Fatick et de l'APIX.

Sinon selon les circonstances, les choix et le contexte politique. Chaque chantier peut faire l'objet d'une instrumentalisation politique et la confusion qui s'installe n'aidera guère l'établissement de la vérité. Il faut que des experts indépendants permettent au citoyen de voir clair dans tous les chantiers.

Dans cette relation de couple infernal, ce qu'il faut catégoriquement éviter, c'est l'emballement par la diabolisation excessive de Idrissa SECK, sa transformation en bouc émissaire ;

- En rétablissant le dialogue entre WADE et IDY ;
- En renouvelant à l'ancien Premier Ministre Idrissa SECK son passeport diplomatique car tous les anciens Premiers Ministres et les anciens Ministres des Affaires Etrangères de ce monde disposent de passeport diplomatique à vie ;
- En vidant le faux problème de la légalisation de Rewmi qui risque de l'exclure de la compétition ;
- En restituant les véhicules de Idy et de Cheikh Yérime SECK.
- En trouvant une solution juste et équitable à l'affaire Ibrahima Touré « Ito ».

C'est la meilleure manière de mettre un terme harcèlement juridique qui est un dangereux précédent et de tirer les leçons des dérives connues par d'autres modèles de couple infernal en Afrique :

- Senghor/Mamadou Dia au Sénégal ;
- Lissouba/ Sassou Nguesso en République du Congo,
- Ratsiraka/ Ravalomanana à Madagascar,
- Ouattara/Bédié/Bagbo en Côte d'Ivoire,
- Kabila/Mbemba en RDC
- Habré/Déby au Tchad ;
- Biya/Ayidjo ;
- Eyadema/Olympio.

2.2 FAIBLESSE D'UN MECANISME ARBITRAL CREDIBLE

Le Sénégal donne aujourd'hui l'impression d'un état fonctionnant beaucoup plus sur le mode arbitraire, ayant recours plus à la force qu'au droit du fait de la réaction de la justice caractérisée par l'à-plat-ventrisme, le ponce pilatisme et la déresponsabilisation. Rarement on n'aura vu autant de décisions de justice sur des questions stratégiques et fondamentales marquées par l'incompétence des tribunaux (prolongation du mandat des députés, Affaire

Hussein Habré, recours de l'opposition relatif au membre de la CENA). Rare aussi, on aura vu l'exécutif s'immiscer dans les questions judiciaires de façon aussi fréquente.

Il urge de restaurer la dignité, l'indépendance et l'impartialité de la justice seule garante de l'existence d'un Etat de droit. Quant au Parlement Sénégalais, non seulement il jouit déjà d'une faible légitimité mais il est totalement absent du débat. Il est tellement inexistant qu'on oublie que c'est une importante Institution de l'Etat.

Face à face État vs média – partis politique – société civile

En l'absence de mécanismes crédibles et institutionnels d'arbitrage, de prévention et de règlement des conflits, on assiste à un face à face État vs partis politiques – média – société civile. D'où l'impression qu'on assiste à beaucoup de bruits, beaucoup de bavardage sans efficacité immédiate par rapport à la crise globale et la crise dans la crise. Enfin on tourne en rond. Car le point faible du Gouvernement de l'alternance c'est l'État, la culture de l'État, la délimitation de la sphère de l'État et de la politique partisane accentué par la constitutionnalisation de l'État-parti. On voit à quel point la refondation de la République et de l'État est une urgence absolue. Absolue aussi bien l'urgence d'engager le débat sur le présidentielisme africain.

RECOMMANDATIONS

Par rapport au processus électoral en cours :

- renforcer les bonnes décisions qui permettent de dégrossir les points de contentieux et de consolider la confiance des acteurs ;
- rendre le dialogue politique plus inclusif en engageant la concertation avec des acteurs aussi décisifs que Idrissa Seck et Talla Sylla ;
- Créer les conditions d'une compétition à arme égale dans tous les domaines égal accès des partis politiques du pouvoir et de l'opposition aux media publics et privés notamment à la télévision et financement des partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale ;
- Recrédibiliser et dépolitiser les institutions judiciaires : en veillant scrupuleusement au respect de la séparation des pouvoirs. Il faut que les juges qui eux-mêmes prennent des décisions au nom du peuple se ressaisissent ;
- Aux parlementaires y compris ceux de la majorité, la RADDHO leur lance un appel à un sursaut : ils doivent considérer qu'ils ont un pouvoir distinct du pouvoir exécutif et que l'Assemblée Nationale est une institution fondamentale de la République qui coûte cher aux contribuables sénégalais. D'où la nécessité de placer l'intérêt supérieur de la Nation au dessus des intérêts partisans.

Le Premier Ministre du Sénégal n'apparaît devant le parlement qu'une seule fois et c'est pour présenter son programme de politique général. Après, il n'apparaît plus au parlement. Comment peut-on considérer un régime comme réellement démocratique si, ni le Président, ni le Premier Ministre, n'ont pas de compte à rendre aux élus du peuple. Si nous parvenons à résoudre cette équation nous réussirons en même temps à répondre à la question de l'exercice solitaire et despotique du pouvoir que génère notre propre système constitutionnel depuis notre indépendance.

- Détruire le caractère pervers du couple infernal WADE/IDY et cela passe par un dialogue politique ouvert, franc, sincère et transparent et le respect de la dignité et des droits de chacune des parties ;
- Déclaration de patrimoine des candidats avant et après leur passage au Pouvoir d'État. L'accès au pouvoir c'est également l'accès aux ressources et les tentations sont grandes en l'absence de règles claires et transparentes, en l'absence de mécanismes de contrôle crédibles, efficaces et dotés de moyens suffisants ;
- Libérer Barthélemy DIAS
- Susciter le débat d'idées sur les programmes, les visions du monde et les attentes des citoyens sénégalais ; c'est un indicatif pour la télévision sénégalaise. C'est la seule, manière d'éviter que l'injure ne prenne le pas sur le débat d'idées et que la problématique du processus n'occulte d'autres questions essentielles. Parmi lesquelles : Comment refonder l'État ? Comment refonder la République et ses Institutions de manière à éviter les dérives sur lesquelles nous semblons tous impuissants et sur lesquelles nous dissertons sans fin

Fait à Dakar, le 17 novembre 2006
Le Secrétariat général



Alioune Tine répond aux questions des journalistes (17/11/06)